

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2019



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -109,744 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2019 s'élève à -109,744 Md€ contre -97,293 Md€ à fin juillet 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-12,451 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 3,204 Md€, une baisse des recettes nettes de 10,011 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,764 Md€

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 207,790 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,001 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,715 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,877 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 5,997 Md€, essentiellement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (4,473 Md€) et du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,169 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 5,609 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs) » (5,591 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,071 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,850 Md€) et du programme « Equipement des forces » (1,329 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2019 s'élèvent à 207,790 Md€ contre 204,586 Md€ à fin juillet 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,204 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 2,368 Md€ (montant essentiellement lié à la hausse des versements au titre de la prime d'activité pour 2,200 Md€), des dépenses de personnel pour

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,344 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,079 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (1,006 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,661 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,889 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,743 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,111 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,105 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,729 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,027 Md€, notamment au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,601 Md€).

0,879 Md€ (hausse prévue en LFI 2019) et des dépenses d'investissement pour 0,605 Md€ (notamment au titre de la mission « Défense »).

Cette hausse est partiellement compensée par la baisse des dépenses de fonctionnement à hauteur de 0,542 Md€ (dont -0,510 Md€ au titre de la mission "Investissements d'avenir", baisse prévue en LFI 2019).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 123,035 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 11,515 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 5,191 Md€, dont 1,681 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 1,437 Md€ d'autres taxes intérieures (notamment au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,780 Md€, dont 0,670 Md€ de « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes » et 0,732 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,123 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,742 Md€ ;

► **IS net** : -3,776 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 4,679 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,250 Md€, dont la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,161 Md€, la dotation régionale d'équipement scolaire pour -0,486 Md€ et le FCTVA pour -0,451 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 148,791 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2019 s'élèvent à 148,791 Md€ contre 158,546 Md€ à fin juillet 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,755 Md€) s'explique essentiellement par une diminution de l'IR net de 15,651 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS, en raison de l'évolution du calendrier infra-annuel d'encaissement des recettes et de versement des R&D. La hausse des R&D d'IR s'élève à 11,062 Md€ (dont

des crédits et réductions d'impôt intervenus pour 5,533 Md€ en janvier, afin de préserver la trésorerie des contribuables, et le crédit d'impôt pour la modernisation du recouvrement (CIMR), intervenu courant juillet).

Cette baisse des recettes fiscales nettes est partiellement compensée par une hausse de 3,423 Md€ des recettes de TVA nette.

Recettes non fiscales : 7,969 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2019 s'élèvent à 7,969 Md€ contre 6,896 Md€ à fin juillet 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,073 Md€) s'explique notamment

par les produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières en hausse de 0,894 Md€, en raison de l'augmentation du montant du dividende de la Banque de France de 0,947 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -36,204 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juillet 2019 s'élèvent à -36,204 Md€ contre -34,133 Md€ à fin juillet 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,071 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des prélèvements sur

les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,444 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -24,988 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,981 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,554 Md€ (essentiellement au titre des mensualisations de TF et de TH) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 5,724 Md€ (dont 3,092 Md€ d'intérêts des OAT et 2,420 Md€ charges d'indexation du capital) et des recettes pour 5,744 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement du budget général de 5,591 Md€) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juillet 2019 s'élève à -24,988 Md€ contre -25,752 Md€ à fin juillet 2018. Cette évolution (+0,764 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation du solde des

► Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » présente des dépenses pour 1,385 Md€ relatives à la répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,560 Md€ (essentiellement au titre du désendettement vis-à-vis des opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité) et des recettes pour 0,600 Md€ (essentiellement au titre de la fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes).

comptes d'affectation spéciale de 1,012 Md€ (principalement le solde du compte « Participations financières de l'Etat » pour 0,805 Md€).

Dette financière de l'Etat au 31 juillet : 1 833,511 Md€

La dette financière est en augmentation de 70,093 Md€ depuis le début de l'année 2019.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 71,533 Md€). Le montant net des BTF a diminué de 1,351 Md€.



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page
	Juillet	2019	2018 retraité 2018 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-32 406	-109 744	-97 293 -82 758	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	33 618	207 790	204 586 204 978	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	9 472	123 035	133 046 147 973	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)				
- IR	-148	32 221	47 872 47 872	
- IS *	-3 776	8 071	7 675 7 675	
- TVA	11 515	76 447	73 024 90 726	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-8 261	-24 988	-25 752 -25 752	15
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	5 440	129 297		16
Dette financière de l'Etat	13 457	1 833 511		17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	10 703	77 104	76 225	76 236
Dépenses de fonctionnement	8 663	35 044	35 586	35 784
Charges de la dette de l'Etat	5 591	26 239	26 423	26 423
Dépenses d'investissement	1 533	7 739	7 134	7 134
Dépenses d'intervention	6 992	59 643	57 275	57 456
Dépenses d'opérations financières	135	1 029	952	952
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	33 618	207 790	204 586	204 978
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	13 603	148 791	158 546	173 056
Recettes non fiscales	468	7 969	6 896	7 317
Prélèvements sur recettes	-5 992	-36 204	-34 133	-34 137
Fonds de concours	1 393	2 480	1 737	1 737
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	9 472	123 035	133 046	147 973
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	15 465	159 239	167 179	182 109
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-24 145	-84 755	-71 541	-57 005
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 707	3 451	2 439	2 439
Solde des comptes de concours financiers	-6 595	-28 996	-28 635	-28 635
Solde des comptes de commerce	10	498	399	399
Solde des comptes d'opérations monétaires	288	25	1 725	1 725
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-8 261	-24 988	-25 752	-25 752
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-32 406	-109 744	-97 293	-82 758



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2019	2018 retraité	2018 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 703	77 104	76 225	76 236
Rémunérations d'activité	6 197	44 294	43 647	43 652
Cotisations et contributions sociales	4 444	32 372	32 132	32 139
Prestations sociales et allocations diverses	62	438	445	445
AUTRES TITRES	22 914	130 686	128 362	128 742
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	8 663	35 044	35 586	35 784
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 027	13 590	14 145	14 503
Subventions pour charges de service public	6 636	21 454	21 441	21 282
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	5 591	26 239	26 423	26 423
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	5 591	26 239	26 423	26 423
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 533	7 739	7 134	7 134
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 309	5 915	5 567	5 566
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	224	1 824	1 568	1 568
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 992	59 643	57 275	57 456
Transferts aux ménages	3 113	32 071	29 534	29 549
Transferts aux entreprises	1 227	9 413	9 373	9 554
Transferts aux collectivités territoriales	681	5 067	5 180	5 090
Transferts aux autres collectivités	1 963	13 070	13 166	13 243
Appels en garantie	8	23	22	22
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	135	1 029	952	952
Prêts et avances	62	180	51	51
Dotations en fonds propres	73	283	332	332
Dépenses de participations financières	0	567	569	569
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	33 618	207 790	204 586	204 978



Mois de juillet	Cumul à fin juillet 2019		Cumul à fin juillet 2018 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	6	2	19	18	1
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	2	0	4	2	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	3	1	11	13	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat ⁽¹⁾	1	1	4	2	1
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	388	201	1 892	1 533	1 683
Action de la France en Europe et dans le monde	168	148	1 011	907	996
Diplomatie culturelle et d'influence	154	31	625	426	440
Français à l'étranger et affaires consulaires	62	22	251	199	247
Présidence française du G7	4	0	5	1	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	242	240	1 636	1 606	1 613
Administration territoriale	148	151	971	947	948
Vie politique, culturelle et associative	4	13	107	100	127
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	90	76	558	559	539
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	208	259	1 697	1 547	1 464
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	114	166	1 040	917	828
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	40	301	282	289
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	53	355	349	347
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	338	468	2 621	2 013	2 014
Aide économique et financière au développement	1	7	809	672	713
Solidarité à l'égard des pays en développement	337	461	1 813	1 340	1 301
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	11	29	1 852	1 716	1 851
Liens entre la Nation et son armée	2	4	26	17	27
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	9	18	1 749	1 630	1 755
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	76	69	69
COHESION DES TERRITOIRES	494	1 105	14 991	10 591	11 091
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	235	232	1 233	1 044	949
Aide à l'accès au logement	0	729	13 027	8 970	9 575
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	148	34	314	206	206
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	37	23	91	100	85
Interventions territoriales de l'Etat	10	3	23	27	21
Politique de la ville	64	84	303	245	255
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	51	54	414	399	388
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	33	35	236	231	223
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	19	136	126	124
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	5
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	5
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	313	327	2 182	1 568	1 539
Patrimoines	49	73	776	441	430
Création	133	133	665	473	468
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	131	122	741	654	641
DEFENSE	4 002	4 071	30 408	27 155	26 262
Environnement et prospective de la politique de défense	50	129	881	930	899
Préparation et emploi des forces	1 031	762	8 739	5 165	5 345
Soutien de la politique de la défense	1 972	1 850	13 662	13 472	13 539
Equippedement des forces	949	1 329	7 126	7 589	6 479
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	120	104	734	680	650
Coordination du travail gouvernemental	54	50	367	332	291
Protection des droits et libertés	4	4	63	61	66
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	62	49	305	288	294



Mois de juillet	Cumul à fin juillet 2019		Cumul à fin juillet 2018 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	577	1 111	10 743	8 170	8 008
Infrastructures et services de transports	280	443	3 510	2 541	3 030
Affaires maritimes	5	10	116	92	65
Paysages, eau et biodiversité	18	10	102	76	85
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie ⁽²⁾	7	121	456	371	370
Prévention des risques	10	22	667	407	405
Energie, climat et après-mines	4	89	883	818	375
Service public de l'énergie	23	171	3 193	2 055	1 865
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	230	244	1 815	1 810	1 811
ECONOMIE	252	116	1 235	1 027	1 168
Développement des entreprises et régulations	204	63	623	424	569
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	40	269	269	266
Stratégie économique et fiscale	14	14	343	334	334
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	5 629	5 609	26 334	26 389	26 743
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5 591	5 591	26 239	26 239	26 423
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	8	8	23	23	22
Epargne	30	10	72	46	76
Majoration de rentes ⁽³⁾	0	0	0	0	142
Dotation du Mécanisme européen de stabilité ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 799	6 001	43 516	43 316	42 740
Enseignement scolaire public du premier degré	1 875	1 877	13 118	13 115	12 782
Enseignement scolaire public du second degré	2 709	2 715	19 514	19 498	19 318
Vie de l'élève	389	427	3 866	3 810	3 742
Enseignement privé du premier et du second degrés	561	678	4 813	4 798	4 789
Soutien de la politique de l'éducation nationale	183	223	1 354	1 248	1 249
Enseignement technique agricole	82	82	851	847	860
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	913	865	6 246	6 022	6 076
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	671	627	4 561	4 479	4 527
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	87	82	595	530	558
Facilitation et sécurisation des échanges	141	137	914	881	864
Fonction publique	13	20	175	133	127
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	187	191	1 178	995	880
Immigration et asile	154	94	930	785	723
Intégration et accès à la nationalité française	33	97	248	211	157
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	115	0	940	999
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	173	118
Valorisation de la recherche	0	90	0	403	201
Accélération de la modernisation des entreprises	0	25	0	364	680
JUSTICE	866	692	5 419	5 096	4 943
Justice judiciaire	302	277	2 073	2 004	2 036
Administration pénitentiaire	449	294	2 111	2 013	1 876
Protection judiciaire de la jeunesse	63	71	551	474	459
Accès au droit et à la justice	7	6	377	375	348
Conduite et pilotage de la politique de la justice	45	43	304	228	221
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	3	36	445	377	353
Presse et médias	2	9	190	186	175
Livre et industries culturelles	1	27	255	191	177
OUTRE-MER	73	111	1 972	1 596	1 517
Emploi outre-mer	21	30	1 639	1 335	1 209
Conditions de vie outre-mer	52	81	333	260	309



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2019		Cumul à fin juillet 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	992
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	694	5 997	25 459	20 680	20 269
Formations supérieures et recherche universitaire	60	4 473	13 015	11 135	11 109
Vie étudiante	519	60	2 226	1 599	1 608
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	68	1 169	5 979	4 607	4 552
Recherche spatiale	0	0	1 768	1 335	1 191
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	4	195	1 390	1 222	1 031
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	14	78	577	479	465
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	172	58	63
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	105	37	41
Enseignement supérieur et recherche agricoles	28	21	228	208	210
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	513	5 705	4 022	4 066
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	333	3 750	2 644	2 666
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	748	489	495
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 208	889	905
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	332	269	2 600	2 256	2 412
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	325	262	2 439	2 093	2 217
Concours spécifiques et administration	7	6	161	163	194
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	20 900	20 878	85 862	85 821	73 602
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	20 531	20 508	82 854	82 813	70 486
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	370	370	3 008	3 008	3 116
SANTE	11	27	1 296	971	912
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	11	27	383	232	213
Protection maladie	0	0	913	740	699
SECURITES	1 706	1 661	12 429	11 948	11 649
Police nationale	924	889	6 487	6 332	6 141
Gendarmerie nationale	743	743	5 650	5 299	5 201
Sécurité et éducation routières	3	4	24	17	14
Sécurité civile	35	25	268	300	293
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	200	2 344	21 957	15 236	12 796
Inclusion sociale et protection des personnes	114	1 079	9 302	6 288	4 090
Handicap et dépendance	7	1 006	11 563	7 954	7 710
Egalité entre les femmes et les hommes	5	6	17	15	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	73	253	1 076	980	983
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	66	72	1 037	679	615
Sport	50	44	251	203	183
Jeunesse et vie associative	16	29	555	433	401
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	231	43	31
TRAVAIL ET EMPLOI	867	1 027	10 159	8 253	8 887
Accès et retour à l'emploi	434	601	4 288	3 919	4 537
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	377	357	5 435	3 885	3 895
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	8	37	61	55
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	61	399	388	400
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	45 250	54 495	323 030	293 612	278 189
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	24 350	33 618	237 168	207 790	204 586

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019

(3) Suppression en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 830	46 608	51 197	51 197
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	205	1 233	1 374	1 374
Impôt sur les sociétés (C)	925	34 580	34 469	34 469
Impôt sur les sociétés	904	33 825	33 739	33 739
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	21	755	730	730
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 780	9 544	9 898	6 749
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	229	667	611	611
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	670	3 747	3 060	3 060
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	78	416	436	436
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	6	144	128	128
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	4	13	2	2
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	22	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	22	16	16
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	13	69	50	50
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	16	187	192	192
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	2	2
Prélèvements de solidarité	732	3 908	4 652	1 661
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	2	3	3
Recettes diverses	27	344	739	581
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 123	6 521	6 563	6 651
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 426	113 064	106 320	124 022
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	5 191	23 062	22 329	22 196
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	53	307	348	348
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	17	109	96	96
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	8	9	9



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	307	1 675	1 555	1 555
Mutations à titre gratuit par décès	1 374	6 827	7 602	7 602
Contribution de sécurité immobilière	86	453	431	431
Autres conventions et actes civils	45	257	302	302
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	59	327	294	294
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	22	120	36	94
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	18	106	118	118
Timbre unique	41	188	159	159
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 437	7 221	6 901	6 901
Autres droits et recettes accessoires	0	3	12	12
Amendes et confiscations	3	32	23	23
Taxe générale sur les activités polluantes	1 198	1 507	514	514
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	10	101	97	97
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	33	31	31
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	31	30	30
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	575	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	25	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	216	1 271	1 249	1 249
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	72	447	419	419
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	51	239	249	249
Prélèvement sur les paris sportifs	50	313	263	263
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	37	38	38
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	70	592	693	536
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	42	233	233	200
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	34 481	234 612	232 149	246 658
TOTAL GENERAL (net de R&D)	13 603	148 791	158 546	173 056



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	46	4 891	4 058	4 058
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	3 531	2 637	2 637
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	351	351
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	46	1 343	1 066	1 066
Autres dividendes et recettes assimilées	0	17	4	4
Produits du domaine de l'Etat (B)	25	464	304	819
Revenus du domaine public non militaire	14	95	122	122
Autres revenus du domaine public	0	3	5	5
Revenus du domaine privé	4	216	43	43
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	6	100	101	101
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	47	26	540
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	4	8	8
Produits de la vente de biens et services (C)	124	732	719	626
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	36	184	171	171
Autres frais d'assiette et de recouvrement	87	539	534	440
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	4	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	1	3	9	9
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	21	250	186	186
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	44	37	37
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	3	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	3	30	29	29
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	109	93	93
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	57	17	17



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	84	698	714	714
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	201	135	135
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	114	20	20
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	5	7	7
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	78	321	494	494
Frais de poursuite	1	7	6	6
Frais de justice et d'instance	1	6	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	169	934	914	914
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	100	200	232	232
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	114	123	123
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	6	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	4	4
Récupération d'indus	2	106	16	16
Recouvrements après admission en non-valeur	11	71	76	76
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	17	31	31
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	19	14	14
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	17	217	198	198
Produits divers	-2	20	64	64
Autres produits divers	13	116	133	133
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	468	7 969	6 896	7 317



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 250	-21 960	-22 333	-22 336
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 161	-16 768	-16 755	-16 759
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-1	-1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-451	-1 827	-1 649	-1 649
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-387	-513	-745	-745
Dotations élu local	0	0	-62	-62
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	-30	-30
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	-292	-292	-254	-254
Dotations régionale d'équipement scolaire	-486	-486	-367	-367
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-254	-1 769	-1 803	-1 803
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-85	-114	-221	-221
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-1	-1	-1
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-62	-58	-58
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-123	-123	-297	-297
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	-87	-87
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 742	-14 244	-11 800	-11 800
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 992	-36 204	-34 133	-34 137
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 327	2 299	1 559	1 559
Fonds de concours - coopération internationale	66	180	178	178
TOTAL FONDS DE CONCOURS	1 393	2 480	1 737	1 737



unité : million d'€.

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	8 002	6 294	41 179	42 648	44 630	45 086	3 451	2 439
Aides à l'acquisition de véhicules propres	22	51	196	245	298	336	103	90
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	386	156	540	700	917	972	377	272
Développement agricole et rural	47	3	54	61	120	113	65	52
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	41	32	198	158	221	219	23	61
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 385	104	1 385	1 390	1 708	1 650	324	259
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	42	158	178	616	212	458	34
Participation de la France au désendettement de la Grèce	212	0	212	0	117	148	-95	148
Participations financières de l'Etat	73	147	535	1 700	393	753	-142	-947
Pensions	5 162	5 159	33 871	33 559	35 412	35 463	1 541	1 904
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	88	0	88	351	117	407	29	56
Transition énergétique	560	600	3 942	4 305	4 711	4 813	768	509
Comptes de concours financiers	10 352	3 757	66 144	71 735	37 148	43 100	-28 996	-28 635
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	10	0	1 541	8 185	911	7 309	-631	-876
Avances à l'audiovisuel public	322	158	2 251	2 272	1 239	1 342	-1 012	-930
Avances aux collectivités territoriales	9 981	3 554	62 093	60 305	34 785	34 258	-27 308	-26 047
Prêts à des Etats étrangers	8	45	100	921	212	179	112	-742
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	31	0	158	52	0	12	-158	-40
Comptes de commerce	6 056	6 067	29 070	29 203	29 568	29 602	498	399
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	60	23	415	334	378	438	-38	104
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	14	97	94	97	93	-1	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	104	104	671	702	671	702	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	86	21	255	259	303	352	47	92
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	5 724	5 744	27 345	27 557	27 362	27 557	17	0
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés ⁽¹⁾	0	1	1	1	1	0	0	-1
Opérations commerciales des domaines	5	11	29	26	46	39	17	12
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	4	4	16	13	12	13	-4	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	1	0	1
Soutien financier au commerce extérieur	57	144	240	215	699	408	458	193
Comptes d'opérations monétaires	148	436	1 326	491	1 352	2 215	25	1 725
Emission des monnaies métalliques	5	34	77	92	134	134	57	42
Opérations avec le Fonds Monétaire International	144	401	1 247	395	1 213	2 074	-34	1 679
Pertes et bénéfices de change	0	2	2	3	4	7	2	4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	24 558	16 554	137 720	144 076	112 697	120 003	-25 023	-24 073
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	24 414	16 154	136 473	143 681	111 484	117 929	-24 988	-25 752

(1) Changement de libellé en LFI 2019



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		367	54	421
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	418	-58	360
		Total organismes à caractère financier	796	-4	791
		Régions	2 502	2 129	4 631
		Départements	7 206	-590	6 616
	CEPL	Communes	25 649	-1 627	24 022
		HLM	310	-69	241
		Autres	25 278	-1 631	23 647
		Total CEPL	60 944	-1 787	59 156
		Etablissements publics de santé	5 179	-74	5 105
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	2 926	14 812
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	2 421	7 883
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	3 273	6 888
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	510	1 829
		Total établissements publics nationaux	22 282	9 131	31 412
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	12 362	932	13 295
		Union européenne	2 143	2 384	4 527
		Fonds et Fondations	52	15	67
	GIP	777	253	1 029	
	EPLÉ	2 523	730	3 253	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Autres correspondants	9 788	854	10 643	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 187	1 805	14 992	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	116 892	12 386	129 278	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		22	-2	20
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		22	-2	20
Total Passif (A)			116 914	12 384	129 298
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			116 913	12 384	129 297



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2019
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 756 420	70 182	1 826 602
Titres négociables à moyen et long terme	1 643 520	71 533	1 715 053
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	71 533	1 715 053
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	71 968	1 495 867
- <i>taux variable</i>	194 761	257	195 018
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	112 900	-1 351	111 549
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-1 351	111 549
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 998	-89	6 909
TOTAL (A+B+C)	1 763 417	70 093	1 833 511



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.